

LA VOIX des Communistes

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France



UNITE DES TRAVAILLEURS
A LA BASE ET DANS L'ACTION

CONTRE LA MISERE ET LA
DICTATURE DES CAPITALISTES!
RÉVOLUTION + SOCIALISME
ROC ml  UCML 

HORS DU POUVOIR LES
ENNEMIS DU PEUPLE

LA CLASSE OUVRIERE DOIT
DIRIGER LA SOCIETE

N° 4 - 2€ JANVIER 2011

TRAVAILLEURS SANS PAPIERS, RETRAITES
TIRER LES LECONS DES LUTTES POUR LES
PROCHAINS COMBATS DE CLASSE !

PAGE 3

SALUT ET SOUTIEN AU PEUPLE TUNISIEN

Ben Ali, le despote mafieux qui a imposé sa dictature au peuple tunisien pendant vingt trois ans, qui durant ces longues années a pillé les richesses de la Tunisie pour le compte d'une bourgeoisie d'Etat compradore liée à l'impérialisme français, s'est enfui, comme un voleur qu'il est, le 14 janvier 2011.

La Voix des Communistes salue cette grande victoire du peuple tunisien et de sa jeunesse héroïque qui ont osé affronter jour après jour durant près d'un mois les balles de la police fasciste du tyran, jusqu'à sa fuite honteuse en Arabie Saoudite.

La misère, le chômage, l'absence d'avenir pour la jeunesse et la répression policière ne pouvaient plus durer. Le 19 décembre 2010, à Sidi Bouzid, l'immolation par le feu d'un jeune diplômé au chômage contraint de vendre quelques marchandises pour survivre et dont le petit étal venait d'être détruit par la police, fut l'étincelle qui entraîna la révolte générale.

Désormais, avec la date du 19 décembre, le nom de Mohamed BOUAZIZI restera dans l'histoire du peuple tunisien comme celui du premier martyr de la révolte populaire qui a chassé Ben Ali de Tunisie.

Après Mohamed BOUAZIZI, des dizaines d'autres martyrs sont tombés sous les balles et sous les coups des bandes armées de la dictature. La Voix des Communistes honore leur mémoire.

Maintenant, l'histoire de la Tunisie est à la croisée des chemins.

Devant la force du peuple, Ben Ali a déguerpi avec sa famille et ses proches. Mais cette victoire ne doit pas masquer les manœuvres de la bourgeoisie bureaucratique compradore pour garder le pouvoir et maintenir sa domination économique et sociale sous des formes plus « démocratiques », encouragée en cela par leurs conseillers impérialistes français.

L'appareil d'Etat est intact. L'armée, la police et les nouveaux représentants du pouvoir politique restent en place. Fouad MEBAZAÂ, le président du parlement qui fait maintenant office de président de la république, est le chef du parti de Ben Ali, le RCD, le Rassemblement Constitutionnel Démocratique.

La mission de MEBAZAÂ est de tenter de perpétuer par la carotte et le bâton le régime de Ben Ali sans Ben Ali.

SUITE Page 19

SOMMAIRE

SOUTIEN AU PEUPLE TUNISIEN	page 2
EDITORIAL: tirer les leçons des luttes pour les prochains combats de classe	page 3
LECONS POLITIQUES DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS	page 7
LES TRAVAILLEURS IMMIGRES DOIVENT S'ORGANISER EN TANT QUE PROLETAIRES	page 10
LE ROCML et la JCML dans la lutte de classe	page 15
L'IMPERIALISME aujourd'hui et L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN	
COTE D'IVOIRE	page 18
TUNISIE	page 19
PAYS BASQUE	page 20
SAHARA OCCIDENTAL	page 21

**Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net**

**Adresse postale :
AKM
BP 59 64340 BOUCAU**

**Site du ROCML
<http://www.ROCML.org.fr>**

**ATTENTION : le 0 DE ORG EST LE
CHIFFRE 0**

TIRER LES LECONS DES LUTTES POUR LES PROCHAINS COMBAT DE CLASSE

Commencé avant l'été 2010, le mouvement de lutte contre la réforme des retraites s'est étendu sur plusieurs mois, jusqu'à son adoption par le parlement début novembre. Les journées d'action organisées par les confédérations syndicales ont mobilisé dans les rues des millions de manifestants.

C'est dire l'ampleur et la profondeur du refus populaire contre cette réforme réactionnaire.

Pourtant, malgré ce caractère massif du mouvement, malgré l'entrée en lutte de la jeunesse et malgré le durcissement des formes de lutte sur les lieux de travail entraînant des blocages ou des difficultés dans les transports (SNCF, transports routiers, aériens et maritimes) et dans l'approvisionnement en carburants, le pouvoir bourgeois conduit actuellement par la droite sarkozyste n'a rien cédé, refusant aux confédérations syndicales toute négociation, même sur les marges du projet.

Pour parler clair, et parce que seule la vérité est révolutionnaire, le mouvement ouvrier et populaire a perdu la bataille des retraites.

Mais perdre une bataille de classe, ce n'est pas perdre la guerre. Des batailles, il y en aura d'autres. Et si la classe ouvrière sait tirer les leçons de cet échec, elle pourra alors créer les conditions des succès à venir.

La première de ces leçons, c'est que la bourgeoisie capitaliste est déterminée à utiliser tous les moyens dont elle dispose pour faire payer sa crise aux travailleurs. Le pouvoir politique de l'Etat est l'instrument qu'elle utilise pour imposer ses exigences par le parlement et par la force si c'est nécessaire.

Dans le contexte mondial de surproduction, le capital a de plus en plus de mal en effet à

se valoriser par l'accroissement du volume de la production de marchandises. Dans ces conditions, pour préserver ses profits, il n'a d'autre solution que d'accroître la plus-value extorquée sur le travail humain, c'est-à-dire de prolonger le temps de travail, de réduire le volume de main d'œuvre et de détruire les services sociaux et prestations sociales qui sont des formes de salaire différé. C'est l'Etat qui est chargé de cette besogne. La réforme des retraites entre dans cette politique. Elle a été précédée par d'autres réformes réactionnaires, et d'autres réformes sont dans les tiroirs. Leur but est de transférer le maximum de plus value dans la sphère du capital. Le prolétariat et l'ensemble des couches populaires doivent donc se préparer à de nouvelles attaques.

La deuxième leçon c'est la non volonté des confédérations syndicales à unir et à mobiliser l'ensemble du prolétariat sur un objectif clair et offensif désignant clairement l'adversaire, ainsi que leur refus de mettre en action des formes de luttes capables d'ébranler politiquement le pouvoir.

Au niveau de l'objectif, d'abord :

On ne négocie pas une régression sociale. On la refuse et on la combat en bloc. Le mot d'ordre juste aurait dû être le retrait pur et simple du projet de réforme. Construit sur cet axe, et en y incluant les revendications visant à combattre les injustices existant dans le système des retraites antérieur, le mouvement aurait mobilisé d'autres couches prolétariennes et aurait gagné en unité de classe, en puissance et en offensivité. Au lieu de cela, les confédérations syndicales se sont limitées à vouloir ouvrir des négociations sur certains points du projet de réforme du gouvernement, reconnaissant par là même la nécessité de la réforme.

C'était d'avance mettre le mouvement en position de faiblesse face à un gouvernement légitimé et sûr de lui.

Sur les formes de lutte, ensuite :

Les confédérations syndicales ont dispersé sur plusieurs mois une dizaine de journées nationales « d'action » et autant de manifestations pacifiques destinées à forcer le gouvernement à ouvrir des négociations.

Les faits ont montré que malgré leur caractère massif elles ont été totalement inefficaces et n'ont pas permis d'atteindre l'objectif proclamé.

Face à un pouvoir politique de combat, il faut en effet d'autres arguments que les nombres de manifestants et l'appui verbal de l'opinion publique.

Malgré leur caractère tardif, la mobilisation des jeunes, les grèves reconductibles dans les secteurs stratégiques de l'économie, les blocages de sites ont bien plus inquiété le gouvernement que les défilés promenades. C'est d'ailleurs par là, à l'évidence qu'il aurait fallu commencer. Ce ne fut pas la volonté des directions syndicales et elles n'impulsèrent d'ailleurs pas leur extension à l'échelle nationale dans l'ensemble des branches de l'économie, les laissant à l'initiative des militants locaux jusqu'à leur extinction. **Il faut quand même bien se poser la question : pourquoi les directions syndicales ont-elles reçu les félicitations du pouvoir pour leur « esprit de responsabilité » ?** La poser c'est y répondre !

La troisième leçon: Le partage des rôles entre les partis politiques de gauche et les syndicats :

En apparence, les partis de gauche et de la dite extrême gauche sont restés discrets. Ils se sont montrés en cortèges peu nombreux et sans mots d'ordre politiques dans les manifestations et ont soutenu verbalement le mouvement par des déclarations aux médias et au parlement.

En vérité, c'est par l'intermédiaire de leurs militants dans le mouvement syndical qu'ils ont agi, faisant des syndicats leur courroie de

transmission en attendant leur heure.

Ce sont en effet ces partis, qui dans la perspective des élections de 2012, comptent récolter par leurs promesses ou leurs discours plus ou moins radicaux les fruits du mécontentement accumulé contre le gouvernement Sarkozy.

On peut d'ailleurs s'attendre à ce que les confédérations syndicales (CGT et CFDT principalement) entretiennent ce mécontentement dans le but de créer les conditions d'une victoire de la gauche, c'est-à-dire au final du PS, aux élections présidentielles et législatives. Les manifestations du mois de novembre, même si elles sont résiduelles, font partie de cet objectif.

La stratégie des défilés promenades n'est en effet pas une erreur des directions syndicales. C'est une stratégie délibérée de la défaite sur le terrain des luttes pour amener les travailleurs à recourir au bulletin de vote avec l'espoir qu'un gouvernement de gauche réalisera leurs revendications.

La gauche au gouvernement est un leurre

Les travailleurs ne doivent pas se faire d'illusions : l'alternance à gauche n'apportera pas de solution à leurs revendications. Le parti socialiste dont l'un des dirigeants DSK dirige le FMI et impose dans tous les pays les plans de rigueur n'est pas contre la réforme des retraites. Il a d'ailleurs récemment félicité Sarkozy, lors d'un tête à tête pour l'adoption de sa réforme ! Lionel Jospin le premier, au sommet de Barcelone de 2002, avait signé l'objectif d'amener à 42 ans le temps de cotisation pour avoir droit à une pension complète dès 2010! A l'issue de la première manifestation contre le projet de réforme des retraites, le 24 juin 2010, Martine Aubry déclarait : « *Le PS propose une réforme équilibrée... Nous savons qu'il faut que la majorité des français travaillent plus longtemps, partent plus tard, mais nous voulons que ceux qui ont commencé à travaillé tôt, ont eu des emplois pénibles, qui ont aujourd'hui leur durée de cotisation et sont souvent au chômage puissent partir à 60 ans...* »

Et pour préciser ce qu'elle entend par durée de cotisation, elle poursuit à l'adresse de Michel Rocard : « *ceux qui ont commencé à travailler à 17, 18 et 19 ans et qui vont avoir 41,42 ou 43 ans de cotisation et à qui on demande travailler plus...voilà des situations que Michel Rocard devrait connaître.* »

Il est clair que le PS est pour la prolongation de la durée de cotisation à 41, 42 ou 43 ans.

Même si un gouvernement PS décidait de ramener à 60 ans le DROIT de partir en retraite, ce qui n'est pas acquis, ce serait avec des pensions amputées par les années de cotisation manquantes.

Aucune illusion n'est permise : tout gouvernement PS gardera le fond de la réforme des retraites et appliquera sous une forme ou sous une autre les plans de rigueur fixés par le FMI et la bourse de Paris.

ALORS, QUELLE PERSPECTIVE ?

Le parti socialiste a montré dans toute son histoire, ancienne et récente, que loin de s'être un jour attaqué au capitalisme et à son corollaire la loi du profit, il a toujours été comme s'en flattait Léon Blum, le gérant loyal du capitalisme. Il suffit d'ailleurs de regarder les plans de rigueur imposés par les gouvernements socialistes en Grèce, en Espagne et ailleurs pour avoir un aperçu de ce que ferait en France un DSK ou une Martine Aubry.

Quant aux autres partis de la gauche, le PCF, le Parti de gauche, malgré un discours plus offensif, ils n'ont d'autre stratégie que de retomber dans le sillage électoral du PS. Il en sera de même pour la prétendue extrême gauche NPA et autres groupes opportunistes. Tous appelleront à voter pour le candidat du PS au deuxième tour des présidentielles de 2012, sous le prétexte qu'il faut battre Sarkozy. Objectif populaire, sans doute, mais pour mettre quoi à la place ?

Le ROCML, qui est une organisation communiste marxiste-léniniste met en garde les travailleurs contre les illusions du système d'alternance politique droite-gauche, cette alternance ne mettant pas en cause la domination de la bourgeoisie capitaliste sur la société, et lui permettant de reprendre

aujourd'hui ce qu'elle a dû céder hier

La stratégie du ROCML repose sur la lutte classe contre classe, bourgeoisie contre prolétariat, menée jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière afin qu'elle construise une autre société libérée de l'exploitation. Classe dirigeante de la société, la classe ouvrière organisera alors l'économie pour le bien de tous les travailleurs et construira d'autres rapports sociaux et politiques. Cette nouvelle société, c'est la société socialiste, telle qu'elle a existé en URSS et dans d'autres pays socialistes, avant qu'elle ne soit détruite par la reprise du pouvoir par des couches sociales hostiles à la progression du socialisme vers le communisme.

La prise du pouvoir par la classe ouvrière nécessite des conditions qui la rende capable dans un premier acte de renverser le pouvoir politique de la bourgeoisie.

La première de ces conditions, c'est que les prolétaires s'unisse sur cet objectif révolutionnaire. La seconde c'est de construire les moyens pour la réaliser.

Aujourd'hui, les prolétaires n'ont plus une conscience claire collective de la nécessité et de la possibilité de devenir la classe dirigeante de la société. Cette situation est la conséquence de la victoire temporaire du réformisme dans le mouvement ouvrier. Le PCF lui-même a abandonné l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière comme condition d'un véritable changement de société. Désormais, c'est par des transformations internes du capitalisme qu'il prétend un jour « dépasser » les dysfonctionnements sociaux de ce système. De telles thèses ont créé la confusion chez les militants communistes d'abord et dans le mouvement ouvrier et populaire ensuite.

Les tâches des communistes

Pour que la classe ouvrière retrouve sa mission historique qui est de diriger la société il faut que ses militants les plus éclairés et les plus combattifs s'unifient, s'organisent autour de cet objectif, c'est-à-dire se constituent en parti d'avant-garde de leur classe.

Cela ne peut se faire spontanément. Les travailleurs qui découvrent dans la lutte de classes le caractère inconciliable de leurs intérêts avec ceux de la bourgeoisie et la nocivité des organisations réformistes ont besoin de rencontrer des communistes organisés et engagés dans la construction du Parti Communiste pour s'organiser eux-mêmes dans la construction de ce Parti, de LEUR Parti. Le travail réalisé par la cellule du ROCML et la cellule de la JCML de Pau est un exemple de liaison entre le mouvement ouvrier et les communistes.

Les communistes marxistes léninistes ont une responsabilité individuelle et collective dans cette mission historique de reconstruire l'unité révolutionnaire du prolétariat autour d'un Parti Communiste et de son programme.

Car pour unifier les éléments d'avant-garde de la classe afin d'unir la classe, il faut d'abord que les communistes soient eux-mêmes unifiés dans l'organisation qui construit le Parti en construisant en même temps dialectiquement son programme et son organisation.. S'ils sont divisés ou s'ils pensent qu'il n'est pas nécessaire d'être organisés de manière centralisée, ils resteront extérieurs et sans efficacité dans le processus de construction de ce Parti et dans celui de la révolution.

Le ROCML s'est donné pour tâche de convaincre les éléments avancés du mouvement ouvrier et populaire de même que les militants révolutionnaires isolés ou organisés localement de rallier son organisation pour avancer dans la construction du Parti Communiste Marxiste-léniniste. Sans ce Parti en effet, aucune victoire de classe à court ou long terme ne pourra être atteinte car le prolétariat restera sans direction autonome et restera en fait sous la direction du réformisme et du révisionnisme.

Le ROCML lance donc un appel aux communistes marxistes léninistes, aux ouvriers conscients de l'impasse politique et syndicale des partis et directions syndicales réformistes, et aux jeunes révoltés, pour qu'ils viennent renforcer ses rangs et ceux de la JCML afin qu'ils apportent toutes leurs capacités dans la construction du Parti Communiste Marxiste Léniniste de France.

Le secrétariat national du ROCML

20 novembre 2010

LA LIBRAIRIE DU ROCML



- MANUEL D'ECONOMIE POLITIQUE – Moscou 1955
- DOCUMENTS ET RESOLUTIONS DU 1er CONGRES DU ROCML - 17-18 avril 2010
- Et les CLASSIQUES DU MARXISME LENINISME (MARX, ENGELS, LENINE, STALINE)
- LA BROCHURE DU ROCML SUR LA CRISE ECONOMIQUE

PASSER COMMANDE AUPRES DE NOS MILITANTS
par courriel (Roc.ml@laposte.net)

ou à l'adresse postale:

« Les Amis de Karl Marx » BP 59 64340 BOUCAU

LECONS POLITIQUES DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS

Les quelque 6000 travailleurs sans-papiers qui, à partir du 12 octobre 2009 et pendant 8 mois se sont battus et ont fait grève pour leur régularisation ont été porteurs, au cours de leur lutte, d'enjeux traversant l'ensemble de la classe ouvrière. Et pourtant, malgré leur détermination, la lutte n'a pas conduit à la satisfaction des revendications principales des travailleurs sans papiers. Des milliers de travailleurs sans papiers sont dans la même situation qu'avant la lutte

Aujourd'hui on estime que le nombre des travailleurs sans papiers est compris entre 200000 et 400000 personnes. Pourquoi tous les objectifs n'ont-ils pas été atteints? C'est dans la division du mouvement - illustrée par l'occupation des locaux de la CGT-UD75 par une partie des sans-papiers entraînés par le CSP 75 (Collectif des Sans Papiers 75) - et dans l'absence de perspectives sur le terrain de la lutte de classe qu'il faut chercher les causes principales de l'échec de ce mouvement. Ainsi l'intervention de diverses forces politiques aux intérêts divergents d'avec les intérêts de la lutte des travailleurs a entravé le développement de la lutte sur les véritables intérêts de classe des travailleurs.

**Celui qui n'a pas de but précis,
n'a pas d'énergie**

Les 11 organisations nationales, 5 syndicats : Cgt, Solidaire, CFDT, FSU, UNSA ; 6 associations : Resf, Ldh, Droit Devant !, Femmes Egalité, Autre Monde et la Cimade...) qui ont soutenu les grèves des sans papiers, n'ont jamais été sur des positions de classe. L'argumentation souvent avancée par ces organisations est la même que celle présentée par la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI)

« Ces travailleurs-euses sont nombreux et indispensables dans certains secteurs de



notre économie (bâtiment, travaux publics, nettoyage, sécurité, restauration, intérim, aide à la personne, agro-alimentaire, confection...). La plupart paient des impôts, cotisent (retraites, maladie, chômage...). Ils ne prennent le travail de personne et bien souvent l'exercent dans des conditions particulièrement pénibles, parce que sans droit. » (20 octobre 2009, pétition des 11) alors que La Direction de l'établissement public affirme : "ces travailleurs sont indispensables à **notre économie** et tout doit être entrepris pour qu'ils puissent continuer à travailler sans être inquiétés ni expulsés". (le monde, 21 décembre 2010)

Voilà qu'il faut défendre les travailleurs parce l'économie capitaliste a besoin d'eux, bref pour entretenir les conditions de l'exploitation des travailleurs !

Les travailleurs n'ont pas à défendre les travailleurs sans papiers parce la société a besoin d'eux, mais tout simplement parce qu'ils font partie de leur classe. Le mouvement des travailleurs sans papiers est partie intégrante du mouvement ouvrier. Il faut défendre les travailleurs sans papiers pour renforcer l'unité de la classe ouvrière face à la classe exploiteuse, pour réduire la durée du travail, pour empêcher que la bourgeoisie utilise la situation difficile de travailleurs sans papiers pour imposer de mauvaises conditions de travail et peser sur les salaires de l'ensemble de la classe ouvrière. Il faut lutter contre toutes sortes d'injustice d'un point de vue de classe.

Alors que la bourgeoisie tente d'atténuer l'efficacité et la portée de la grève sous prétexte de service minimum, les travailleurs sans papiers utilisent la grève comme moyen de lutte.

La grève montre la capacité des travailleurs à lutter collectivement.

C'est cette forme de lutte pour les intérêts immédiats qui montre le mieux la perspective anticapitaliste : la lutte pour le droit au séjour au travers des grèves rejoint la lutte au sein de l'entreprise pour l'égalité des droits de tous les travailleurs quelque soit leur origine.

Si la grève doit être le principal moyen d'action, il faut aussi proposer des formes d'action alternatives aux travailleurs sans papiers qui ne sont pas en situation de se mettre en grève, en soutenant les grévistes comme par exemple en cotisant aux caisses de grève.

Si ces travailleurs sont en France, ce n'est pas à cause d'une raison humanitaire, mais en raison du développement inégal du capitalisme dans son state impérialiste- voir notre article sur l'immigration-

Les tactiques de lutte de la classe ouvrière, ne sont efficaces qu'en tenant compte de ses propres forces, en rejetant les illusions sur les autres classes et couches sociales.

La lutte des travailleurs sans papiers n'a pas été conduite avec une perspective de classe par les organisations impliquées. Un faux débat a été mené autour de la **question** des travailleurs sans papiers. Pour les uns c'était un conflit humanitaire, pour d'autres un simple conflit du travail. En fait ni l'un ni l'autre. **Aucune de ces deux tendances n'a pris en compte que les travailleurs immigrés faisaient partie de la classe ouvrière de France.**

Au lieu de ce faux débat, il aurait fallu rechercher où sont les milliers travailleurs sans papiers, comment ils vivent, dans quel secteur du travail ils sont exploités, sous quelle forme, quel type de mobilisation il faut construire pour créer un rapport de force... on aurait pu créer ainsi une véritable force des

travailleurs sans papiers eux mêmes.

Une composante du mouvement représentée par le CSP75 et d'autres militants de la rue Baudelique (certains militants anarchistes, du NPA et du PS) ont affirmé que les sans papiers ne sont pas tous des travailleurs(euses), que les sans papiers ne sont pas tous des travailleurs, qu'il y a des malades, des enfants, des chômeur, etc... et ceci pour nier le caractère de classe du conflit. Mais un chômeur sans papiers est aussi un ouvrier, comme tout ouvrier qui est a été licencié et est devenu chômeur. Un ouvrier peut être malade, et bien évidemment les travailleurs sans papiers ont une famille et des enfants aussi et font partie intégrante de la classe. Les activités de ce groupe ont conduit à diviser les forces et à affaiblir le mouvement.

A l'opposé, l'autre composante représentée principalement par les syndicats ont traité le problème comme **un simple conflit du travail**. Il est vrai qu'au départ, comme le conflit sur les retraites, il est apparu comme un simple conflit du travail, mais il aurait pu devenir un affrontement national, donc politique. Le problème des travailleurs sans papiers est un problème politique, et il ne peut donc être traité qu'au niveau politique. Mais même sur leur position les onze sont contradictoires. D'un côté on affirme que c'est un conflit de travail, d'un autre côté après une rencontre avec le patronat des PME on porte le problème au niveau politique national en se plaignant que le gouvernement ne veut pas écouter :

« L'existence même de cette « approche commune » pour des critères objectifs de régularisation témoigne d'une évolution très significative d'une partie du patronat. ... Nous sommes dans un conflit du travail. Il faut que les discussions s'engagent avec le Ministère du Travail. » (Paris, le 16 mars 2010, une déclaration des 11 organisations - source la site de la CGT)

Ensuite, comment poser le problème au niveau politique national quand on circonscrit la lutte à la région parisienne ? La CGT a déclaré que les travailleurs salariés étaient en grève dans quarante départements. C'est faux. Seul un petit nombre de travailleurs sans papiers se sont déplacés sur Paris. Mais on n'a rien fait pour

développer la lutte dans le reste de la France, alors qu'une force importante de sans papiers dans le secteur agricole, bâtiment, travaux publics, Services de garde (malades, personnes âgées et enfants), se retrouvent en Province. Même sur Paris, exception des UD75, UD93, UD77 et certaines UL de 91, il n'y a pas eu vraiment de mobilisation parmi les militants de la CGT, et pour les autres syndicats ce n'est pas la peine d'en parler. C'est comme cela qu'un « conflit du travail » est resté cantonné à un conflit local.

Pourtant ce conflit n'était que la partie visible d'un iceberg social : la question de l'immigration, la question de la sous-traitance, de l'intérim, de la division de la classe ... voilà les questions qui étaient sous la surface mais que l'on ne voulait pas voir poser au grand jour, voilà pourquoi la lutte n'a pas été généralisée.

Les travailleurs sans papiers doivent s'organiser avec les autres travailleurs sur leur lieu du travail et dans les quartiers. Il faut se rendre compte qu'avec un seul moyen et forme de lutte on ne peut mobiliser l'ensemble des travailleurs sans papiers, surtout dans les petits boulots précaires.

Il faut une organisation nationale de la lutte et le soutien actif des syndicats et associations de quartiers. L'organisation ne doit pas se limiter seulement à ceux qui ont un travail officiel déclaré. Car bien souvent un travailleur sans papiers n'est pas déclaré.

Pour que la lutte des travailleurs sans papiers reprenne et soit conduite avec succès il ne faut pas qu'elle soit maintenue arbitrairement au niveau d'un simple conflit du travail. Car la réponse à leurs revendications est dans les mains du pouvoir politique. Et face à ce pouvoir politique, il ne faut pas trop chercher une brèche dans les lois de la bourgeoisie. La brèche quand on est faible se transforme en piège mortel.

Seul le rapport de forces peut faire céder l'Etat capitaliste.

La victoire des travailleurs sans papiers est toujours possible. Pour cela il faut des perspectives de classe claires, une

préparation et un élargissement au niveau national de la lutte, dans une perspective anticapitaliste, et une seule revendication :

Régularisation sans condition de tous les travailleurs sans papiers.



Les deux dernières décennies nous ont montré que la lutte a cherché une perspective et a manqué cruellement d'une organisation politique capable de mener la lutte sur le terrain de l'affrontement politique avec la bourgeoisie. Toute lutte partielle, circonscrite dans un espace limité, aussi dure soit-elle, ne peut espérer se terminer victorieusement. Il faut aussi ajouter que dans la société capitaliste une victoire n'est jamais acquise indéfiniment ni jamais une victoire totale. Tous les acquis sociaux, doivent être défendus en permanence contre la remise en cause par le capital.

Dans cette perspective, Il faut chercher avec les syndicats et les autres associations de la classe ouvrière et sans rejeter aucun moyen de lutte, le chemin pour mettre fin à la souffrance que subissent depuis des décennies les centaines de milliers de sans papiers, soumis à la surexploitation de ceux qui profitent de leur situation irrégulière, de la discrimination entre ouvriers étrangers et autochtones, de la division de la classe ouvrière entre ceux qui ont leurs papiers et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui sont syndiqués et ceux qui ne le sont pas.

ROCML décembre 2010

LES TRAVAILLEURS IMMIGRES DOIVENT S'ORGANISER EN TANT QUE PROLETAIRES



Les travailleurs immigrés font partie du prolétariat de France.

Depuis les 17-18 siècles, l'immigration et l'émigration sont des conséquences du développement du capitalisme. Et depuis le début 20ème siècle, les vagues de déplacement des forces de travail se sont produites des pays colonisés et semi colonisés vers les pays impérialistes. L'analyse de Lénine sur le caractère de l'immigration et de l'émigration reste valable aujourd'hui et continue d'éclairer le chemin prolétariat.

« **Parmi les caractéristiques de l'impérialisme qui se rattachent au groupe de phénomènes dont nous parlons, il faut mentionner la diminution de l'émigration en provenance des pays impérialistes et l'accroissement de l'immigration, vers ces pays, d'ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas.** L'émigration anglaise, remarque Hobson, tombe à partir de 1884 : elle atteignait cette année-là 242 000 personnes, et 169 000 en 1900. L'émigration allemande atteint son maximum entre 1881 et 1890 : 1 453 000 émigrants; au cours des deux dizaines d'années suivantes, elle tomba respectivement à 544 000 et 341 000 pendant qu'augmentait le nombre des ouvriers venus en Allemagne, d'Autriche, d'Italie, de Russie, etc. D'après le recensement de 1907, il y avait en Allemagne 1 342 294 étrangers, dont 440 800 ouvriers industriels et 257 329 travailleurs agricoles. **En France, les travailleurs de l'industrie minière sont "en grande partie" des étrangers : Polonais, Italiens, Espagnols.** Aux Etats-Unis, les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains fournissent la proportion la plus forte de contremaîtres et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués. **L'impérialisme tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat.**

A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les

ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIXe siècle et le début du XXe. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIXe siècle. Marx et Engels ont méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi, Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 : "En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique." Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des "pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient" (.....) Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été mené à son terme; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XXe siècle. L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIXe siècle. Mais, dans toute une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise.» (Lénine, l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, page : 128-131)

Cette longue citation de Lénine, tirée d'un classique du marxisme léninisme nous éclaire sur la cause fondamentale des vagues d'immigration et leurs conséquences. Pour nous marxistes léninistes les travailleurs immigrés travaillent en France, subissent la même exploitation que leurs frères de classe et font partie de la classe ouvrière de France. En conséquence ils doivent s'organiser dans les organisations politiques, syndicales, et associatives de la classe ouvrière pour mener le combat contre l'exploitation capitaliste. Toutes les formes et modalités de lutte qui peuvent se développer dans certaines conditions doivent être guidées par l'esprit de classe. A aucun moment les marxistes léninistes ne peuvent accepter qu'elles deviennent des éléments de division de la classe.

Comme le souligne Lénine dans son analyse de l'impérialisme, la bourgeoisie a su tirer profit des divisions de la classe, et il en donne un exemple assez frappant : *«Aux Etats-Unis, les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains fournissent la proportion la plus forte de contremaîtres et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués. **L'impérialisme tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat.** »*

Un siècle après la situation a-t-elle changé?. Tous les bourgeois et petits bourgeois expliquent que la « globalisation », la mondialisation, le néo-libéralisme etc... ont transformé la société au point que la question de l'immigration n'est plus une question parmi d'autres concernant la classe ouvrière mais un problème de « droit de l'homme ». Il n'y a rien de plus faux : a-t-on jamais vu les patrons d'origine étrangère qui viennent investir en France être traités comme des immigrés et exiger d'eux un permis de séjour! Dès leur arrivée ils ont trouvé une place dans la société capitaliste. Mieux en tant que patrons ils peuvent licencier des milliers de salariés dans leurs entreprises. Mais il ne viendra à personne l'idée de réclamer leur licenciement et leur expulsion. Tout le monde se souvient du patron d'Arcelor-Mittal. Mais une ou un travailleur sans papiers qui a travaillé pendant 10-15 ans, dans des conditions difficiles peut être expulsé du jour au lendemain ! Où sont les droits de l'homme dans tout cela?

Bien évidemment l'enjeu principal pour la bourgeoisie est de réaliser le maximum de profit sur les dos des travailleurs et ce augmentant la "rentabilité" de son capital. Comment peut-elle faire? Marx a déjà répondu cette question : **en augmentant la durée de travail, son intensité et en faisant baisser les salaires.**

Concernant l'immigration Maurice Thorez s'exprimait ainsi dans une réunion de

l'Internationale Communiste en 1931.

« Je veux maintenant, camarades, après cette première partie, donner très rapidement un court examen du travail de notre Parti. Si on se rappelle la brève analyse donnée au début sur l'impérialisme français, de sa triple source de surprofits (colonies, peuple allemand, et main-d'œuvre étrangère en France (...)) Sur le prolétariat français, on peut dire que c'est le profit ordinaire. Mais la main-d'œuvre étrangère, c'est un surprofit pour le capitalisme français et il y a ici possibilité complémentaire de corruption d'une couche de classe ouvrière, il y a ici la base pour le développement des illusions réformistes, la base d'une organisation réformiste. »

Sans entrer ici dans une polémique sur la position du P'CF hier et aujourd'hui, constatons que malheureusement la division de la classe ouvrière continue de se développer sur la même base. La division de classe, la discrimination, le racisme, le chauvinisme sont les conséquences de la division du travail au sein de la société capitaliste. Ainsi si l'on examine la lutte des sans papiers des trois ou quatre dernières décennies, celle-ci est restée une lutte de « l'immigration », elle n'a pas mobilisé l'ensemble les classe ouvrière en France.

Par rapport à d'autres couches du prolétariat, les sans papiers notamment, mais aussi l'ensemble des travailleurs immigrés, subissent des conditions de travail les plus pénibles et ce pour un salaire moindre. La division de la classe ouvrière en couches distinctes, par le type et les conditions de travail, entretient les divisions d'origine nationale. Ainsi dans le bâtiment le ferrailleur est arabe, le plombier est polonais, le maçon est turc, le coffreur est portugais et sont ainsi divisés selon les diverses communautés. C'est un effet du capitalisme qui attise les rivalités entre les travailleurs des diverses nationalités et dont il sort gagnant. Sans lutte contre le capitalisme la lutte contre le racisme ne serait jamais efficace. Tant que la classe ouvrière ne l'aura pas compris, la division de classe persistera. La confiance et la solidarité entre les diverses composantes de la classe ouvrière ne peuvent se développer que dans la lutte et autour des intérêts généraux de la classe. Le travail au sein de la classe ouvrière doit être mené dans un but : **le développement de la conscience de classe. Même classe, même combat.** Il faut regagner le terrain sur une base claire. Recréer la solidarité de classe, créer les organisations communes, politiques, syndicales et autres.

Nous devons dénoncer l'interdiction pour les travailleurs immigrés d'occuper certains postes de travail et l'absence des droits politiques, leur non éligibilité à tous les niveaux. Pour travailler ou pénalement ils sont considérés comme adultes à partir de 14-15 ans, mais ils ne le sont pas pour les droits politiques et ce

jusqu'à la fin de leur vie. Ils n'ont aucun droit fondamental, mais sont rendus responsables de certains maux de la société! C'est le capitalisme qui chaque jour crée de nouveaux dangers pour la vie des travailleurs de France et non les travailleurs immigrés. Bien au contraire les immigrés travaillent dans des secteurs vitaux pour le bien être de la société : la construction, l'agriculture, la santé, l'aide aux personnes âgées etc... sans même espérer avoir droit à une retraite décente. Pour espérer sortir d'une situation précaire il faut en moyenne 5 à 10 ans. On reproche aux immigrés de "profiter des avantages sociaux" et dans le même temps de ne pas vouloir s'intégrer à la société française, de ne pas faire l'effort de parler français !

Pour conclure cette première partie ajoutons que le phénomène d'immigration est la conséquence du développement du capitalisme. Celui-ci ne dépend pas de la bonne ou mauvaise volonté des travailleurs ou de la bourgeoisie dont la survie en tant que classe est assujettie aux lois fondamentales qui régissent la société capitaliste: le capital pour continuer d'exister en tant que capital doit "produire" **le profit, plus de profit, encore plus de profit! Et cela la bourgeoisie le réalise en employant, quand elle en a l'opportunité la force de travail la moins chère possible.**

On comprend mieux pourquoi la bourgeoisie a besoin de la force de travail immigrée en France comme dans tous les pays impérialiste. Même si suivant les particularités du développement du capitalisme d'un pays à l'autre l'immigration a pu fluctuer et prendre des formes différentes.

Les travailleurs immigrés ne sont ni étrangers, ni une minorité, ni une communauté. Ils font partie de la classe ouvrière de France. La Classe ouvrière, à aucune période de son histoire n'a été homogène comme on voudrait nous le faire croire, un ouvrier du nord de la France peut être "différent" de celui du sud de la France, mais leur position en face de la production est la même.

La classe ouvrière doit donc revendiquer l'égalité de droits pour tous les travailleurs immigrés, le droit de séjour illimité quel que soit leur nationalité d'origine, leur religion ou secteurs de travail.

La contradiction fondamentale de la société n'oppose pas les travailleurs immigrés aux travailleurs « nationaux » mais la bourgeoisie à la classe ouvrière. Les forces et les militants qui ne peuvent ou ne veulent pas reconnaître cette réalité favorisent la tâche de la bourgeoisie et cantonnent la lutte des travailleurs immigrés pour leur droit à une lutte pour tenter de

résoudre un « problème de société » dans le cadre de société capitaliste.

Les immigrés sont des travailleurs en France : quels sont les obstacles qui les empêchent de s'organiser dans les mêmes organisations de la classe ouvrière de France- parti politique, syndicat, associations... ?

Nous mettons souvent l'accent dans nos interventions sur le danger pour la classe ouvrière d'abandonner la tâche de s'organiser politiquement pour défendre ses intérêts face à la bourgeoisie. Le prolétariat sans son parti ne peut mener la lutte contre le chauvinisme facteur de désunion et d'assurer son unité. Et justement, une tâche importante pour les travailleurs immigrés est de s'organiser. Comment ?

Aujourd'hui il existe des associations de travailleurs immigrés, et certaines de ces associations d'immigrés avancent des revendications culturelles, identitaires à caractère "antiraciste", mais escamotent la question de l'appartenance à une classe. La lutte contre l'injustice devient une bagarre entre le blanc et les autres (les Arabes, blacks...etc.). Se battre sur ce terrain communautaire conduit à une double impasse : soit, sous forme d'une lutte politique vers le pays d'origine, soit par manque de confiance dans les organisations "françaises". On peut trouver d'autres raisons, mais ces deux là sont fondamentales.

Le sociologue Saïd Bouamama justifie la deuxième attitude : **« En menant ces luttes, nos anciens ont été confrontés aux mêmes difficultés, au même paternalisme, au même chantage à la «division», au même refus de reconnaître leur autonomie de décision et d'action. Ils ont tenu bon et malgré les difficultés ont ainsi arraché des victoires et des acquis. Nous avons besoin de cette expérience aujourd'hui pour qu'elle aide à féconder de nouveaux combats pour l'égalité. »** ¹

Saïd Bouamama, a écrit ces phrases dans le cadre d'une préparation des "rencontres nationales des luttes de l'immigration. Quand on a lit la phrase '**reconnaître leur autonomie de décision et d'action**', on peut se demander autonomie par rapport à quoi ou à qui? Vis à vis de l'idéologie bourgeoisie, des organisations bourgeoises, du réformisme, des méthodes d'action réformistes ? Alors nous sommes d'accord. Car ce n'est pas seulement les travailleurs immigrés qui ont perdu leur autonomie, c'est la classe ouvrière de France

toute entière. Depuis plus d'un demi siècle elle n'a plus de parti politique qui la représente et capable de conduire ses luttes, elle est aujourd'hui politiquement dépendante et soumise à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie. Le dernier grand mouvement de classe est là pour en témoigner.

Par ailleurs, pour lutter contre le paternalisme, confronté aux mêmes difficultés, point n'est besoin d'être un immigré. IL faut pour cela s'en tenir à des positions marxistes léninistes. Lénine, toute sa vie a lutté contre le chauvinisme, parce que sans unité de la classe ouvrière, la lutte contre le capitalisme ne peut être menée victorieusement. Tant que la classe ouvrière n'est pas indépendante idéologiquement, politiquement et organisationnellement, sans parti propre elle sera soumise (immigrés et français de souche compris) à la politique de la bourgeoisie.

IL est un autre aspect qu'il faut remarquer. Les enfants de parents issus de l'immigration, de la deuxième et troisième génération sont-ils des immigrés? Ils sont nés en France, vivent en France et pour l'écrasante majorité n'ont jamais mis les pieds dans le pays de leurs parents. Si on se place du point de vue de la lutte de classe, on cherchera la classe sociale à laquelle ils appartiennent et non leur plus ou moins lointaine origine nationale.

« les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, par suite de la différence de la place qu'ils tiennent dans un régime déterminé de l'économie sociale »(Lénine)

D'autres part, on ne peut pas parler de ce point de vue simplement de l'immigration en général. Il y a les travailleurs immigrés qui font partie de classe ouvrière en France. Par contre, parmi les immigrés certains vont quitter leur statut de travailleur, changer de classe sociale. Il suffit de voir le nombre de petits artisans, restaurateurs et autres professions libérales qui sont issus de l'immigration et dont certains sont d'anciens travailleurs immigrés. Aujourd'hui il y a des milliers de petits artisans issus de l'immigration et certains exploitent jusqu'à 30-40 salariés. Pour cette catégorie, quelle revendication peut-on soutenir? Quelle autonomie, avec qui, pour quoi faire? Allons plus loin: quelle autonomie pour Rachida Dati, Fadela Amara ou Zidane? Pas besoin de faire un dessin.

Il faut être clair encore une fois et répéter: l'autonomie de la classe sera assurée par l'édification et l'existence de son propre parti,

le parti communiste. La classe ouvrière devient alors une classe pour soi. Sans avoir cette perspective, toutes les interventions vers les travailleurs immigrés, seront, dans la société capitaliste, conduite sur la voie du démocratisme bourgeois. C'est une voie réformiste. Nous cherchons quant à nous la voie du communisme.

Abordons maintenant la première attitude, celle qui consiste à s'organiser pour mener la lutte politique dans le pays d'origine. Cette attitude est aussi très répandue dans l'immigration. Il y a des mouvements de libération (les kurdes, les tamouls...etc.). Il y a des organisations d'exilés de tendance communiste, révolutionnaire, nationaliste...etc.

En ce qui concerne les mouvements de libération, qu'on soit d'accord ou pas avec leur tactique, ils sont cohérents dans leur pratique. Ils ne se réclament pas comme représentants politiques de la classe ouvrière. De ces mouvements, nous n'attendons pas qu'ils se considèrent comme partie du prolétariat du pays où ils se trouvent. De même, il est normal qu'un travailleur puisse rester solidaire de la lutte de ses camarades dans son pays d'origine. Mais un prolétaire solidaire avec la lutte politique d'autre pays, n'est pas nécessairement kurde, tamoul, ou palestinien. La conscience de classe d'un communiste le conduit à être solidaire avec les luttes anti-impérialistes, progressistes et communistes d'autres pays. Encore une autre fois écoutons Lénine, sur la conscience de classe.

« Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans tous les domaines. ...La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tous abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression, de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes, et à réagir justement du point de vue social-démocrate - lire communiste - Ndr -, et non d'un autre. La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer chacune des autres classes sociales dans toutes les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à toutes les formes de l'activité et de la vie de toutes les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate-

lire communiste - Ndr -, car, pour se bien connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique. » (Lénine, que faire ? p.85)

Cela est clair. Pour ce travail, oui, on a besoin d'une idéologie et une ligne politique qui est assurée par une organisation qui s'appelle parti communiste. Voilà pourquoi le ROC-ML consacre toutes ses forces pour réaliser cette tâche : édifier le parti communiste.

Il est normal que les organisations révolutionnaires et communistes continuent un travail en exil, tourné vers leurs pays d'origine, et nous soutenons leurs luttes. Mais ce n'est là qu'un aspect de la question, cette activité ne peut permettre de mobiliser la masse des travailleurs immigrés dans la lutte de classe. On peut compter par centaines de milliers les travailleurs immigrés qui vivent en France ou dans d'autres pays européens. La plupart de ces travailleurs n'y sont pas installés provisoirement. Ils sont là pour refaire leur vie. Malgré toutes les pressions et difficultés cela fait pour la majorité d'entre eux 10, 20 ou 30 ans qu'ils sont exilés. Il n'est pas rare de trouver un travailleur sans papiers qui vit en France depuis 15-20 ans. Ce n'est plus une situation temporaire.

Aujourd'hui il y a environ 3 millions de travailleurs issus de l'immigration qui vivent en France avec leur familles. Si les travailleurs immigrés continuent à s'organiser sur la base communautaire, comment peut-on réaliser l'unité de la classe ouvrière. Comme on l'a vu, leur situation de classe est la même, quel que soit leur pays d'origine, la langue, leur religion...etc. Le problème de l'immigration ne peut être résolu dans la société capitaliste.

pour disposer d'un grand réservoir de force de travail bon marché, nécessaire dans la division du travail et pour mettre en concurrence et opposer les travailleurs entre eux. Pour résoudre tous ces problèmes posés à la classe ouvrière par la société capitaliste il faut avoir des forces et une perspective. La question de l'immigration ne sera pas résolue dans la société capitaliste. Obama, un noir, de parents immigrés africains, est devenu président de la première puissance impérialiste. Qu'a-t-il changé dans vie quotidienne de centaines de millions d'immigrés et de descendants d'immigrés vivant aux Etats-Unis ?

Il y a en France de nombreuses associations

d'immigrés. Elles peuvent jouer un rôle important pour aider les travailleurs immigrés à s'intégrer à la lutte de classe en France. Par exemple en les aidant à maîtriser la langue française, les aider à comprendre la situation politique et savoir défendre leurs intérêts immédiats. Les aider à s'organiser dans les syndicats sur leur lieu de travail, bref en leur donnant les moyens de s'engager dans la lutte de classe et d'agir en tant que membres de la classe ouvrière de France, lutter et s'organiser en tant que prolétaires en France.

Toute organisation qui se dit communiste n'a pas le luxe de faire n'importe quoi. Dans le passé l'internationale Communiste donnait comme premier devoir à un communiste qui arrivait dans un pays de contacter l'organisation communiste membre de l'internationale. Aujourd'hui où l'Internationale Communiste n'existe plus, où comme en France aucun parti communiste n'existe, que peut faire un communiste issu de l'immigration ? Choisir sa place sans sentimentalisme là où il juge être utile. Un communiste n'a pas de pays et de patrie. Avant tout il est communiste. Il fera son travail de communiste partout où il se trouve, et il ne doit pas hésiter à joindre ses efforts à la lutte des communistes du pays pour édifier le Parti Communiste.

Comme le remarquait Marx, ce ne sont pas les hommes qui choisissent les conditions de la lutte pour leur émancipation, même si ce sont eux qui écrivent leur propre histoire. Mais les hommes ne créent leur histoire qu'une seule fois. Si cela était possible de rejouer l'histoire plusieurs fois ce serait plus facile. Il faut choisir sa voie en toute conscience pour abattre le capital, soit rester dans la spontanéité sur le terrain et les règles fixées par lui.

Tous les camarades communistes qui vivent en France, quel que soient leur pays d'origine, ont le devoir de s'unir pour réaliser les tâches que l'histoire assigne au prolétariat de France et dans le monde.

Vive le socialisme !

Vive le communisme !

Vive le parti communiste !

PAU

Durant tout le mouvement contre la réforme des retraites nous n'avons cessé de travailler à la jonction du mouvement des jeunes à celui des travailleurs. Ce n'est pas tâche facile, d'autant plus que pour nous à Pau, nous n'avions jamais entrepris un telle activité. Peut-on dire que nous avons réussi? En partie oui. La première action fut de nous joindre durant une manifestation au cortège de la CGT Bâtiment, qui se détachant du cortège de l'intersyndicale est parti éclabousser le siège du MEDEF de Pau de peintures vives, rythmé par les explosions assourdissantes des pétards. Première prise de contact, premièrement entre les jeunes et les ouvriers, mais aussi entre diverses catégories d'ouvriers. C'est juste après ce coup d'éclat, que nous avons invité l'un des dirigeants ouvriers pour qu'il puisse prendre la parole l'après midi même à la faculté de Pau où se tenait l'assemblée générale des étudiants qui réunit ce jour là plus de mille personnes. Les discours successifs des militants ROC-ml/JCML et de l'ouvrier ont ouvert la brèche dans les discours habituels des réformistes ou même des réactionnaires sur la perspective de la lutte. Le témoignage vivant et émouvant de l'ouvrier et du militant toucheront l'auditoire parfois jusqu'aux larmes, la faculté de Pau sera bloquée après le vote qui suivit cette assemblée générale...

Dernièrement nous avons réussi à collecter dans une manifestation près de 700 euros au nom de la JCML pour les cheminots grévistes de Puyoo, que nous avons rencontrés lors d'un rassemblement où des militant ROC-ml avaient pris la parole. Nous avons été impressionnés par leur mobilisation et leur grève qui dura près de deux semaines et qui, dans les manifestations, nous faisait vibrer au son du mortier (dénommé «la nénette») et des explosifs de la SNCF. Nous avons utilisé 90 euros pour partager avec les camarades de Puyoo un repas de solidarité.

Nous étions une vingtaine à goûter à la fraternité le vendredi 19 novembre dans le local des cheminots. Les discussions se sont portées sur la situation politique en France, sur les pratiques de Sarkozy comme ennemi de la classe ouvrière, avec ses alliés la soit disant «gauche» au service du Capital... Le reste de la collecte (595 €) à été remis aux ouvriers pour qu'ils se le partagent. Ce fut un grand moment pour nous tous, nous savons maintenant que l'on peut compter les uns sur les autres dans les moments de luttes mais aussi au quotidien pour faire face au capitalisme. Nous n'avons pas de l'autre coté abandonné les étudiants et les lycéens dont nous avons partagé les révoltes et les actions à travers les rues de



Pau et nous n'oublierons pas le chaleureux accueil des lycéens de Mourenx lors de notre venue où le drapeau des soviets, le drapeau de la révolution à été ovationné par les jeunes.

Pourquoi travailler à cette solidarité? A l'unité?

*Faire triompher cette grève,
Compagnons c'est le grand devoir!
Partout où l'exploité se lève,
A ses côtés il doit nous voir.
Au combattant il faut des vivres :
Nous les copains, nous ventres creux,
Sur chaque pain de quatre livres
Tirons une miche pour eux!*

Eugène Pottier

Construire l'unité de classe et mettre en place la solidarité populaire fait partie des tâches vitales du prolétariat dans sa lutte contre l'opresseur, c'est a cette fin que la cellule du ROC-ml de Pau avec l'appui de la JCML locale lance une campagne dans le Béarn pour organiser des repas populaires et prolétaires pour tenter de recréer un espace de classe ou la conscience pourrait se développer. Elle se déroulera de janvier à février et fera appel à la solidarité de tous et de toutes. Aguerir son indépendance de classe, construire une expérience de la lutte unique de toute la classe ouvrière afin de combattre l'isolement, la sectorisation, le corporatisme. Dans cet objectif, les bureaucrates syndicaux, même parfois au plus bas échelon, proposent l'inertie, la négociation, l'attente! Mais nous sommes fiers qu'ici, même si les résultats n'ont pas été à la hauteur des objectifs, les ouvriers ont montré une grande combativité de

classe et sont allés là où on leur disait de ne pas aller. Blocage des autoroutes, grève des éboueurs, des cheminots, des ateliers municipaux, des transports... Beaucoup de ces travailleurs ont retrouvé leur parole, leur dignité et leur confiance. La morale bourgeoise tente d'introduire dans le rang des prolétaires une conduite, une attitude qui est contraire à la morale marxiste: la morale bourgeoise prône la résignation, l'humilité, l'acceptation passive. La récompense illusoire de cette morale serait d'être un pauvre «méritant», un «brave et honnête travailleur». Mais à travers ces luttes, ces grèves, qui aujourd'hui sont encore à l'état embryonnaire, la classe ouvrière retrouve peu à peu sa morale, les valeurs qui sont les siennes : courage, sens des responsabilités, enthousiasme, discipline dans la lutte, initiative... Nous disons nous les communistes que si nous sommes du côté des prolétaires ce n'est pas simplement parce qu'ils sont exploités, qu'on pleurerait sur le sort de la classe ouvrière, non, nous sommes du côté des ouvriers parce qu'ils sont le devenir de l'Homme, ils sont la force, la classe qui supprimera les antagonismes de classes et mettra au musée des horreurs l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

C'est à travers ces luttes que la classe ouvrière reprend conscience de sa mission historique, évidemment ces dernières luttes restent dirigées par les réformistes, mais petit à petit, ici et là, des ouvriers d'abord de manière individuelle puis par groupe se remettent à penser et agir en fonction de leur classe. Plus les contradictions de la société capitalistes s'aiguïseront, plus seront nombreux les nouveaux combattants pour le communisme. La question est : alors, ont-ils perdu cette bataille? Oui, d'un point de vue économique.

Mais nous savons que la classe ouvrière aura gagné en unité, en confiance et en radicalisation, ces progrès sont les acquis d'une grève. Mais nous savons que le combat continu des ouvriers pour s'organiser reste indispensable. Car même si certains reprennent conscience de la lutte de classe et de leur mission historique, sans organisation de classe ils resteront éparpillés, isolés, seuls... Il n'y a que le Parti de la classe ouvrière qui peut transformer une armée de contestataires en une armée de révolutionnaires, il n'y a que le Parti de la classe ouvrière qui peut amener les ouvriers d'une contestation ... à la Révolution!

Zaïtchik

LYON

Le ROCML à Lyon comme ailleurs, est une organisation jeune. Le mouvement contre la réforme des retraites a été une occasion de le faire connaître dans cette ville, d'expérimenter ses capacités à défendre des mots d'ordres communistes, à développer une ligne tournée vers l'action, à peser sur le cours des choses.

Université - classe ouvrière

Du fait de leur histoire particulière, les militants lyonnais du ROCML ont « grandi » et se sont développés politiquement, en grande partie à partir du milieu universitaire. Cette spécificité peut être un atout, et permettre de se servir de l'université comme d'une base d'appui (parmi d'autres) pour leur action. Mais cela ne doit pas empêcher de défendre la ligne nationale de l'organisation, tournée naturellement vers la classe ouvrière.

C'est ce qui a été fait. Le ROCML, et son organisation de jeunesse, la JCML sont apparus à l'université. Il ont y ont lutté politiquement contre le réformisme et y ont défendu la perspective de la révolution socialiste comme seul horizon à long terme pour les larges couches du peuple. Syndicalement, ils ont défendu une position de classe et ont joué un rôle indéniable dans le mouvement étudiant.

A coté de cela, il eut été erroné, inadmissible pour une organisation telle que la nôtre de se cantonner à un rôle centré sur l'université et de ne pas défendre non seulement en paroles mais en actes la position communiste sur le rôle moteur, dirigeant de la classe ouvrière, tel qu'il était d'ailleurs clairement visible dans le mouvement lui-même.

Le ROCML a donc travaillé, modestement, avec ses moyens, d'une part, à entraîner le mouvement étudiant à la solidarité et à l'unité, derrière la classe ouvrière, et d'autre part, à dépêcher les militants ayant quitté l'université vers une action tournée vers la classe ouvrière.

Sur les piquets de grève

Le point de ralliement naturel de ce travail vers la classe ouvrière fut les piquets de grève ouvriers. Nous avons été, à notre niveau, mais à chaque occasion, les défenseurs du soutien aux salariés en grève sur les piquets de grève. Notre présence a ouvert la voie à des discussions politiques.

Parallèlement, conformément au mot d'ordre d'action national, les militants de la JCML ont organisé (mais, comme cela s'imposait du fait des conditions locales, dans un cadre unitaire), à l'organisation d'une caisse de solidarité issue du mouvement étudiant et lycéen, à destination des ouvriers grévistes.



Notre présence à Vienne et dans la Vallée de la Chimie, au Sud de Lyon, nous a permis de nouer des contacts dans la mobilisation ouvrière.

Les lycéens, la violence

Dans son action, le ROCML a pu, à Lyon, renforcer ses liens, noués depuis un certain temps déjà, avec le milieu lycéen. Sur la base de nos mots d'ordre, nous avons agi pour renforcer le Comité Indépendant de Lutte Lycéenne, et sa capacité à unir le mouvement lycéen.

Il est connu de tous que le mouvement de jeunesse a pris une tournure particulière. La répression brutale de la police bourgeoise, l'emploi éhonté de la provocation a fini par aboutir à un mouvement de révolte d'une partie de la jeunesse, la plus populaire, qui a donné lieu à de nombreux affrontements. Ces derniers ont été l'occasion d'une mobilisation en partie de jeunes des lycées généraux, en partie de jeunes déscolarisés, mais dans une large mesure de jeunes issus des lycées professionnels, c'est-à-dire des futurs ouvriers. Cette forme particulière a créé un certain mouvement d'approbation parmi les « adultes » mobilisés les plus avancés. Nous pensons que cette tournure là, personne n'avait plus la prévoir. La police, le gouvernement, avaient lancé quelques provocations afin de pourrir l'ambiance et de diviser le mouvement tout au plus. Quant aux réformistes, la situation leur a échappé, le fil a tout simplement glissé de leur mains. Leurs chefs n'ont plus eu qu'à devenir les serviles collaborateurs de la police, comme les évènements l'ont démontré.

- Des « comités de lutte » avec les réformistes

La question de participer à des comités de lutte avec des réformistes est une question tactique. Nous l'avons fait dans un cadre syndical dans les débuts du mouvement, pour permettre à celui-ci de se développer. Une fois la question de la violence posée, nous sommes allés dans le sens de la rupture avec ces derniers. Il était hors de question par exemple, de participer à des services d'ordre qui se faisaient les agents de la répression. C'était la présence même des chefs

réformistes impliqués dans cette politique qui rendait cette rupture inévitable. Il est parfois juste tactiquement de faire voler en éclats des cadres unitaires lorsqu'une ligne de démarcation comme celle-ci se dessine. Nous avons maintenu fermement et défendu cela.

Pour ce qui est de la stratégie, l'unité n'est possible qu'autour d'un parti communiste marxiste-léniniste.

Les mots d'ordres

Le ROCML et la JCML ont, quant à eux, défendu cette tournure particulière prise par le mouvement de révolte de la jeunesse populaire, ils ont défendu que la violence était légitime pour se défendre contre celle de la bourgeoisie et son Etat. Ces mots d'ordre ont été défendus partout où cela était possible.

En l'occurrence, si l'action du ROCML a bien évidemment souffert des limites dues à sa taille et à sa jeunesse, il a démontré, sa capacité d'unité sur les mots d'ordres nationaux et leur juste déclinaison dans des circonstances locales particulières. La question de la capacité à élaborer et défendre des mots d'ordre en effet, est éminemment stratégique sachant que ces derniers permettent de synthétiser une ligne adéquate dans l'agitation comme dans l'action, conformément aux aléas de la situation, et de pouvoir toucher de grandes masses.



LE N° 2 du JOURNAL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

est paru .

CONTACT : JCML : <http://jecomale.free.fr>

jcml.nationale@yahoo.fr

COMMUNIQUE SUR LA SITUATION EN COTE D'IVOIRE

L'Afrique renferme de gigantesques richesses minérales et végétales. Et pourtant, malgré l'indépendance politique conquise dans la seconde moitié du XXème siècle les peuples de ce continent subissent la misère, la famine, la dictature et les guerres.

La décolonisation et l'indépendance n'ont en effet été que formelles. Les anciennes puissances coloniales ont continué à dominer et à exploiter les pays d'Afrique en installant au pouvoir par tous les moyens (assassinats de leaders patriotes, coups d'état, guerres interethniques, interventions armées directes sous prétexte d'accord de défense...) des agents dévoués à leurs intérêts, et au service des nouvelles bourgeoisie compradores autochtones.

Riche, l'Afrique est naturellement convoitée par les puissances impérialistes qui, selon les conjonctures, s'allient ou rivalisent, en sous main ou ouvertement, en poussant au pouvoir tel ou tel représentant de la bourgeoisie compradore selon son degré de soumission aux intérêts de leur propre impérialisme.

L'impérialisme français a longtemps régné sans partage sur son ancien empire colonial africain. Il doit faire face aujourd'hui à la concurrence d'autres impérialismes dans le cadre de la grande reconfiguration du système impérialisme mondial provoqué par la crise générale du capitalisme et l'apparition de nouveaux impérialismes appelés pudiquement « pays émergents ».

La situation en Côte d'Ivoire est le résultat du développement des contradictions inter-impérialistes.

Il y a 10 ans, l'impérialisme français a placé Laurent Gbagbo au pouvoir comme meilleur garant des intérêts des monopoles français. L'impérialisme étasunien s'opposait aux intérêts français en soutenant Ouattara.

Pourquoi aujourd'hui Sarkozy a-t-il lâché Gbagbo et rejoint les USA et l'ensemble du camp impérialiste occidental pour placer Ouattara à la tête du pouvoir néocolonial en Côte d'Ivoire ?

Tout simplement parce qu'en bourgeois compradore intéressé, Gbagbo s'est montré de plus en plus sensible au chant des sirènes impérialistes émergentes (la Chine en particulier) et à leurs conditions plus avantageuses pour la bourgeoisie autochtone que celles des vieux impérialistes en difficulté financière.

L'avenir proche est inquiétant pour le peuple de Côte d'Ivoire mais aussi pour les autres peuples d'Afrique car c'est tout le continent qui est devenu l'enjeu des rivalités inter-impérialistes qui agissent politiquement par marionnettes interposées et par tous les moyens y compris la guerre.

Les communistes marxistes-léninistes de France n'ont pas de leçon à donner aux communistes, aux anti-impérialistes, aux démocrates, aux patriotes et aux peuples africains pour tracer leur voie de l'indépendance véritable et des transformations politiques, économiques et sociales répondant à leurs aspirations.

Mais leur avis est que leur émancipation ne passe pas par le soutien d'un impérialisme contre un autre ni par le soutien d'un de leurs valets contre un autre.

En tant qu'organisation communiste dans un pays impérialiste nous sommes pour le retrait immédiat des troupes françaises de Côte d'Ivoire et de tous les territoires africains.

Nous dénonçons les institutions internationales (ONU, UE) qui soutiennent Ouattara, comme agent des intérêts impérialistes occidentaux, qui jettent de l'huile sur le feu pour faire éclater une guerre inter-

ethnique et qui s'apprêtent à lancer une intervention militaire sanglante directe ou sous-traitée par quelques pays africains serviles (CEDEAO), pour imposer leur favori.

L'émancipation du peuple de Côte d'Ivoire, comme celle de tous les peuples et nations d'Afrique dépend d'abord de sa capacité à se libérer totalement des tentacules de la pieuvre impérialiste.

Les communistes de France fidèles à l'internationalisme prolétarien apportent leur soutien indéfectible à ce combat.

Ils adressent leur salut et leur soutien aux communistes ivoiriens qui luttent dans des conditions complexes et difficiles.

Pour une Afrique libre, prospère et débarrassée des guerres,

Dehors l'impérialisme !

Dehors toutes les armées étrangères !

Le 6 janvier 2011

SALUT ET SOUTIEN AU PEUPLE TUNISIEN (suite de la page 2)

La carotte, c'est l'installation d'une démocratie plus ouverte aux partis dits d'opposition (opposition bourgeoise social-démocrate bien sûr) et des promesses d'amélioration des conditions d'existence des \$I masses. Le but escompté : gagner du temps et apaiser la colère du peuple. Ils peuvent compter pour cela sur la collaboration de tous les partis opportunistes réhabilités.

Le bâton, c'est la répression au cas où la carotte ne marcherait pas, au cas où le peuple ne serait pas dupe de la manœuvre et se fixerait comme nouvel objectif la chute du nouveau pouvoir et l'instauration d'une démocratie véritable, c'est-à-dire un pouvoir populaire.

Dans quel sens les masses vont-elles orienter l'avenir proche ? Vers une pause ? Vers une reprise rapide du mouvement revendicatif et politique ? Nous ne pouvons pas le prédire.

Quoi qu'il en soit, une brèche a été ouverte dans la dictature. Il s'agit de l'élargir et d'utiliser toutes les possibilités nouvelles pour préparer les prochaines luttes du peuple, celle de demain ou d'après demain, pour construire et renforcer l'organisation révolutionnaire du prolétariat et des masses populaires sous la direction des communistes marxistes léninistes de Tunisie.

Après celle de la deuxième moitié du vingtième siècle, la deuxième vague des soulèvements des peuples du Maghreb et d'Afrique Noire contre le néocolonialisme et les dictatures à leur solde est en marche.

Aucune force réactionnaire ne pourra l'arrêter.

GUADELOUPE faute de place, l'article prévu est reporté à la VDC n° 5 ou avant si la situation l'exige.



SOUTIEN A AURORE MARTIN

Aurore Martin, militante de la cause basque de nationalité française a choisi de ne pas se plier au verdict de la Cour de Cassation de l'extrader vers l'Espagne et donc de la livrer à la « justice » espagnole. Aurore Martin a décidé d'entrer dans la clandestinité sur le territoire de l'Etat français, dans le Pays Basque nord. Le ROCML tient d'abord à saluer le courage politique de cette militante et lui exprime son soutien total et sa solidarité.

Le ROCML condamne la politique répressive des Etats européens, dans le cas présent les Etats français et espagnol, appliquée en vertu d'accords scélérats comme le MAE (Mandat d'Arrêt Européen) et d'activités policières transfrontalières. Longtemps considérée comme terre d'asile politique, la France livre désormais ses propres citoyens à la police et à la répression d'un autre Etat !

Le ROCML observe que la collaboration répressive entre les différents Etats s'exerce indépendamment de la couleur politique de leurs gouvernements, de droite, comme de gauche, et sans égard à la légalité d'une organisation dans l'Etat qui extrade (Batasuna est légal en France).

L'impérialisme capitaliste en crise a peur des luttes révolutionnaires que son exploitation de classe et son oppression nationale engendreront inmanquablement. C'est pourquoi elle fourbit et perfectionne ses armes de répression. Face à cette situation, les travailleurs exploités et les nations opprimées ont une réponse : l'internationalisme prolétarien.

Fidèle à ce principe fondamental du marxisme-léninisme, sans s'immiscer dans les débats intérieurs de leurs mouvements, le ROCML soutient la lutte émancipatrice des nations colonisées et opprimées, et en particulier de celles opprimées par son propre impérialisme, l'impérialisme français. Le droit à l'autodétermination doit être appliqué.

Le ROCML appelle ses membres, ses sympathisants et tous les démocrates à exiger l'abrogation de l'arrêt d'extradition confirmé par la Cour de Cassation à l'encontre d'Aurore Martin, à impulser et à participer aux activités militantes de soutien et de solidarité dans ce but.



Manifestation pour les prisonniers politiques basques - Bilbao samedi 8 janvier 2011- Plus de 64 000 manifestants pour la défense des prisonniers politiques basques, la situation des exilés et pour dénoncer la politique pénitentiaire.

SAHARA OCCIDENTAL

Les Sahraouis sont un petit peuple semi-nomade, vivant en grande partie d'activités agro-pastorales ; Ils vivent dans un territoire situé entre le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie. D'origine arabo-berbère, les Sahraouis parlent un dialecte arabe (le Hassaniya, apporté au XIII^{ème} siècle par des tribus bédouine du Yemen, les Banou Hassan). Ils revendiquent leur appartenance à la nation arabe. Il ne faut pas les confondre avec leurs voisins et cousins touaregs qui sont de langue et de culture berbère.



Le Sahara Occidental et le « mur marocain »

Au fil de l'Histoire le Sahara Occidental a été une importante zone de passage commerciale entre le Maghreb et l'Afrique Noire. Depuis des siècles différents royaumes arabes, mais aussi africains (Empire du Ghana, Empire du Mali) ont tenté de contrôler ou de sécuriser cette zone.

Pour revendiquer sa souveraineté sur cette zone, l'Etat marocain explique que certains de ses souverains étaient d'origine sahraouie.

La réalité est plus complexe : de 1030 à 1147, des chefs berbères du Sahara, les Almoravides prennent le contrôle d'un territoire allant de l'actuelle Espagne à l'actuel Sénégal, soit 3600 km sans discontinuité territoriale. En 1076, ils s'emparent de Koumbi Saleh (actuellement en Mauritanie), capitale de l'Empire du Ghana. Dix ans plus tard, ils prennent

Cordoue (actuellement en Espagne), capitale de l'Empire Omeyyade (qui venait d'éclater en plusieurs royaumes rivaux, les *taïfa*). Il est absurde de dire que les Almoravides sont des souverains marocains puisque le Maroc n'existait pas et que l'actuel territoire marocain n'était qu'une partie de leur empire.

Deuxième argument spécieux du Maroc pour justifier sa domination : le sultan marocain Moulay Ismaïl (1672-1727) a réussi à contrôler durablement les routes caravanières du Sahara et à prendre solidement position en Afrique noire (ses troupes noires attaquent le comptoir français de Saint-Joseph du Sénégal en 1724). Mais tout de suite après sa mort le contrôle redevient déjà plus incertain. Les Anglais et les Espagnols prennent pied dans la zone. La colonisation commence. De 1884 à 1975, le Sahara Occidental devient Sahara Espagnol.

A cette époque, les sultans marocains n'ont plus grand-chose à voir avec leur puissant ancêtre Moulay Ismaïl, le « Louis XIV marocain ». Ils collaborent avec l'impérialisme français et perdent tout prestige aux yeux de leurs sujets. En 1912, le sultan collaborateur Abd El-Hafid est assiégé par des tribus berbères qui le jugent illégitime. Il est sauvé et rétabli sur le trône par l'armée française qui lui impose son protectorat. Le contrat par lequel les tribus abdiquaient une partie de leur liberté au souverain pour garantir le bien commun (Makhzen) est aboli. Désormais les sultans alaouites sont de simples marionnettes de l'impérialisme.

En 1956, le Maroc redevient officiellement indépendant. Dans une atmosphère de liesse populaire, le sultan Mohammed V revient de Madagascar, où il avait été exilé par l'impérialisme français qui le trouvait trop indocile. Il fait des promesses sociales et affiche son soutien au peuple algérien combattant. Le leader nationaliste Allal Al-Fassi appelle à la création d'un « grand

Maroc » rassemblant tous les territoires contrôlés par la dynastie alaouite au sommet de sa puissance, avant le début de la colonisation. Il revendique le Sahara Espagnol et la Mauritanie jusqu'à Saint-Louis du Sénégal, ainsi que les villes algériennes de Tindouf et Bechar.

L'année suivante, Mokhtar Ould Daddah, futur fondateur de la Mauritanie réclame lui aussi le rattachement du Sahara Espagnol à la « grande Mauritanie ».

En 1963, le Maroc fait inscrire le Sahara Espagnol, sur la liste des « territoires non-autonomes ». Aux yeux du Maroc le résultat du scrutin d'autodétermination est une simple formalité : les Sahraouis se tourneront naturellement vers le Maroc. De 1966 à 1973, sept résolutions des nations unies, soutenues par le Maroc réclament l'autodétermination.

En 1956, la majorité du peuple sahraoui n'était pas forcément hostile à l'idée de devenir marocain. Mais les choses changent rapidement : d'une part la découverte et la mise en valeur d'importants gisements de phosphates fait du Sahara Occidental une entité économique viable. D'autre part les jeunes sahraouis qui organisent la lutte contre la colonisation sont influencés par l'idéologie nationaliste arabe. Ils se radicalisent sur la gauche, tandis que le Maroc apparaît de plus en plus comme un bastion de la réaction arabe, une base militaire pour l'impérialisme US, un allié du sionisme, un Etat où la colonisation n'a mis fin ni au pillage impérialiste, ni aux survivances féodales, ni à la misère, ni à la corruption, ni à la répression. Bref, rien de bien attirant.

La lutte armée (1973-1991)

En 1973, le Front Populaire de Libération de Saguia El Hamra et Rio de Oro (Front Polisario) est fondé, le futur martyr El-Ouali Mustapha Sayed en devient secrétaire général. La lutte armée contre l'occupant espagnol commence.



Le martyr El-Ouali Mustapha Sayed (1948-1976), premier président de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

En 1974, l'Espagne annonce un referendum d'autodétermination pour l'année suivante. L'Etat marocain panique et redoute que les Sahraouis préfèrent l'indépendance au rattachement. Le régime d'Hassan II est miné par la crise, les coups d'Etat et les révoltes populaires. Il cherche un exutoire nationaliste à la colère du peuple.

Le 13 décembre 1974, l'Assemblée générale de l'ONU adopte la résolution 3292. Elle réaffirme le droit à l'autodétermination du Sahara espagnol, demande à la Cour internationale de Justice d'émettre un avis consultatif sur le statut et les liens juridiques du territoire et mandate une mission de visite dans le territoire.

La mission présente son rapport à l'ONU le 15 octobre et conclut à un « consensus écrasant parmi les Sahraouis vivant sur le territoire en faveur de l'indépendance et en opposition à l'intégration avec tout pays voisin ». Les dirigeants de la mission constatent également un soutien massif de la population en faveur du Front Polisario.

Le 16 octobre 1975, la Cour internationale de Justice rend son avis. Elle y affirme que les liens historiques du Maroc et du Sahara ne sont pas de nature à entraver « l'application du principe d'autodétermination grâce à l'expression libre et authentique de la volonté des populations du territoire ».

Le lendemain l'Etat marocain organise une « marche verte » de 350 000 civils appuyés par 20 000 soldats qui franchissent symboliquement la frontière. Le 14 novembre, le Maroc et la Mauritanie se partagent le Sahara Occidental, l'Espagne conserve les zones de pêche et les phosphates. La monarchie marocaine est sauvée.

Le 11 décembre, l'armée marocaine commence la « libération » du Sahara. Drôle de libération : la Fédération Internationale des Droits de l'Homme et le Comité International de la Croix-Rouge parlent de tortures et d'exécutions de civils, de bombardements au Napalm. L'Algérie apporte son soutien au Front Polisario et intervient militairement contre le Maroc. Le soutien de l'Algérie ne se démentira pas et le Maroc présentera désormais le Polisario comme des « mercenaires algériens ». C'est un mythe. Il est évident que le soutien de l'Etat algérien est intéressé : il souhaite la naissance d'un pays ami qui lui garantirait un accès à l'océan Atlantique. Mais l'Etat algérien n'est pas seul : le soutien de Cuba au Front Polisario ne s'est lui non plus jamais démenti.

Le Front Polisario proclame en 1976 la République Arabe Sahraouie Démocratique et continue avec succès la lutte armée. En 1979, l'armée mauritanienne évacue la partie du Sahara Occidental qu'elle contrôlait et reconnaît le Front Polisario comme autorité légitime. Le Maroc occupe aussitôt le territoire libéré.

De 1980 à 1987 l'Etat marocain construit 27 000 kilomètres de murs pour contrôler le territoire, avec l'aide des Etats-Unis, de l'Arabie Saoudite et de l'argent de la drogue.

En septembre 1991, l'ONU organise un cessez-le-feu et prépare un référendum.

La situation actuelle

Depuis 1991, le référendum n'a jamais été organisé. Le Polisario souhaite limiter l'inscription aux résidents identifiés lors du recensement de 1974 et à leurs descendants ce qui favoriserait un résultat pro-indépendance. Le Maroc souhaite que les Sahraouis installés au Maroc ainsi que les

Marocains installés au Sahara occidental puissent également se prononcer ce qui favoriserait un résultat pro-intégration. En effet le Maroc a offert des avantages fiscaux aux Marocains pauvres pour qu'ils s'installent au Sahara. C'est la même politique que l'Etat espagnol a mise en place pour faire venir des colons espagnols à Ceuta et Melilla, deux territoires incontestablement marocains mais toujours pas décolonisés. C'est la même politique qu'Israël a mise en place pour faire venir des colons juifs dans les territoires palestiniens occupés. L'armée et la police utilisent les colons marocains comme force d'appoint de ses opérations de répression contre les Sahraouis, comme en novembre dernier contre le camp de Gdem Izik. Le front Polisario a parlé à ce sujet d' « épuration ethnique ».

Le Maroc joue la montre, installe ses colons et cherche à diviser la résistance Sahraouie en proposant une « troisième voie » (ni indépendance, ni intégration pure et simple) : il s'agit comme en Palestine de coopter des Sahraouis collabos à la tête d'une autorité fantoche.

La situation des Sahraouis est dramatique, le Maroc contrôle 80% du territoire, le Front Polisario administre 30 000 sahraouis à l'est du mur marocain. Une partie de la population vit dans des camps de réfugiés près de Tindouf en Algérie, dans des conditions alarmantes. Depuis mai 2005, des manifestations et émeutes, surnommées « intifada pour l'indépendance » par le Polisario, ont lieu dans plusieurs villes du Sahara occidental, principalement à Laâyoune. Le 14 décembre 2005, quatorze militants sahraouis sont condamnés à des peines de prison.



Le 26 octobre 2010, un jeune Sahraoui de 14 ans, Elgarhi Nayem est abattu alors qu'il portait de l'eau et de la nourriture aux 20 000 manifestants du campement de Gdem Izik qui protestaient contre leurs conditions de vie et la pression policière au quotidien. Le 7 novembre, le campement est démantelé par l'armée : hélicos, tirs à balles réelles, entre 1 et 21 morts du côté sahraoui (et 65 arrestations, selon l'Etat marocain), 3 morts dans les forces de sécurité marocaine (toujours selon l'Etat marocain). Les femmes et les jeunes ont joué un rôle d'avant-garde dans cette lutte. Ce sont les affrontements les plus graves depuis 1991.

Notre position

Lénine nous enseigne : « *les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes) : les socialistes doivent soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale et aider à leur insurrection-ou le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire-contre les puissances impérialistes qui les oppriment* » (thèses sur la révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, 1916).

Le Front Polisario n'est pas une organisation communiste, c'est un front à direction démocratique bourgeoise. Il administre 20% du territoire sahraoui ainsi que les camps de réfugiés de Tindouf, en liaison avec le Conseil National Sahraoui qui prend de plus en plus d'importance. Il semble que depuis la chute du mur de Berlin, le Front Polisario a un peu « droitisé » son discours et lui a conféré une tonalité religieuse pour satisfaire la société civile sahraouie. Il reste pourtant le seul représentant légitime du peuple sahraoui et nous devons le soutenir (et soutenir plus particulièrement les éléments les plus révolutionnaires, si nous sommes en mesure de les distinguer).

Les communistes marocains ont une responsabilité particulière envers le peuple

sahraoui et ils s'en sont toujours acquittés avec honneur, au péril de leur vie (nous pensons tout particulièrement aux martyrs Abdellatif Zeroual et Saïda Menebhi). Le soutien à l'autodétermination a toujours été une ligne de démarcation importante entre marxisme et opportunisme au sein du mouvement communistes marocains.

Les communistes de France ont eux aussi une responsabilité envers le peuple sahraoui. L'impérialisme français participe à l'exploitation du peuple sahraoui. En 1977, suite à l'attaque par le Front Polisario de la cité minière de Zouerate, l'armée française est intervenue au côté de l'armée marocaine (opération Lamentin). Depuis le soutien de l'Etat français à l'Etat marocain ne s'est pas démenti. L'Etat français s'oppose par exemple à ce que la question des droits de l'homme au Sahara Occidentale soit débattue au conseil de sécurité de l'ONU.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI !

Caotica Ana

**disponible en
téléchargement sur
notre site**

**DOCUMENTS ET
RESOLUTIONS
du 1ER CONGRES
17-18 AVRIL 2010
DU**

RASSEMBLEMENT
ORGANISE DES
COMMUNISTES
MARXISTES
LENINISTES

ROOM